Conférence de presse de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la situation en Syrie, à Paris le 10 décembre 2016.

2016-12-10

Mesdames, Messieurs,

Alep vit des heures sombres. La logique de guerre totale que la France n'a eu de cesse de dénoncer continue de prévaloir de la part du régime et de ses soutiens, la Russie et l'Iran. Malgré son cortège de massacres et de réfugiés, malgré la condamnation très large de la communauté internationale encore illustrée hier à l'assemblée générale des Nations unies par le vote d'une résolution à une majorité écrasante, malgré même l'emploi à plusieurs reprises d'armes chimiques, c'est cette logique de guerre qui continue de prévaloir. C'est pourquoi nous avons tenu avec Cheikh Mohammed et Frank-Walter Steinmeier à réunir aujourd'hui nos proches partenaires, ceux qui soutiennent véritablement depuis le début l'objectif d'une solution politique à la crise syrienne.

Nous l'avons rappelé dans une ambiance dramatique à l'occasion de cette réunion ce matin, la première urgence, c'est l'urgence humanitaire. Nous sommes déterminés à soulager les souffrances d'un peuple confronté depuis plus de cinq années à une guerre barbare et nous le redisons avec force : l'urgence, la priorité à Alep et dans le reste du pays, c'est l'arrêt des combats, c'est l'arrêt des bombardements et l'acheminement de l'aide humanitaire à toutes les personnes qui en ont besoin. Nous continuerons d'apporter un soutien à tous les acteurs qui, sur le terrain, viennent en aide à ceux qui souffrent et nous pensons particulièrement à l'action des casques blancs.

La communauté internationale se doit de faire preuve de vigilance et d'exigence à l'égard du régime et de ses soutiens. Que deviennent les gens que l'on force à quitter leur ville détruite ? Où mènent ces regroupements dans des camps et quel en est l'objectif ? Quand s'arrêtera cette politique qui s'apparente à un nettoyage confessionnel où on écarte les habitants pour en implanter d'autres au risque d'alimenter encore davantage les tensions ultérieures ? Quels réfugiés ou déplacés voudront revenir sans assurance que ce ne soit pas au péril de leur propre vie ? Quelle paix si c'est la paix des cimetières ? Ça, ce sont les questions que se

posent en particulier tous les amis de la Syrie, mais aussi tous les réfugiés par millions dans les pays voisins, en Turquie, en Jordanie, au Liban mais aussi en Europe.

La deuxième urgence, et elle est pour nous essentielle, c'est de définir les conditions d'une vraie transition politique qui soit apte à garantir l'avenir d'une Syrie pacifiée et une Syrie unie dans sa diversité. Il faut donc que des négociations reprennent sur des bases claires, dans le cadre de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et nous avons constaté en particulier par la voix de Riyad Hijab, coordonnateur du Haut comité de l'opposition syrienne, que toutes les parties prenantes doivent rappeler publiquement leur disponibilité à négocier dans le cadre validé par le conseil de sécurité et la communauté internationale et ce que M. Hijab nous a dit, c'est que l'opposition qu'il représentait ce matin est prête à reprendre les négociations sans préconditions. C'est donc une offre de négociation, une offre de paix considérable qu'il faut prendre en compte.

Et la troisième urgence, c'est de poursuivre la lutte contre le terrorisme à commencer par la lutte contre l'État islamique, contre Daech. La bataille d'Alep et ses cortèges d'horreurs ne vise pas tant à abattre le terrorisme que de tenter d'éradiquer toute contestation politique. Elle vise surtout à consolider par la violence un dictateur honni. Elle a pour but de liquider des opposants, beaucoup plus que de lutter ce que nous faisons, nous, contre al-Nosra. La vraie bataille contre le terrorisme, elle se joue ailleurs, elle ne se joue pas à Alep, elle se joue notamment en ce moment à Mossoul, où les forces irakiennes payent le prix fort et elle doit se jouer également à Raqqa comme la France le demande depuis longtemps et ces batailles qui sont décisives pour la sécurité de tous et en particulier la nôtre, ce ne sont pas ceux qui massacrent à Alep qui les mènent, c'est nous dans le cadre de la coalition internationale.

Enfin, viendra le temps de l'indispensable reconstruction de la Syrie. Nous le souhaitons le plus vite possible après des années de guerre, après la destruction presque totale d'un pays par la volonté d'un homme, pour les besoins d'un régime ; cette reconstruction, elle imposera la participation de toute la communauté internationale et en particulier de l'Europe. Mais je le dis aujourd'hui solennellement : cette intervention, ce soutien, et en particulier financier, ne sera pas possible si une transition politique crédible n'est pas engagée conforme aux principes de la résolution 2254 du conseil de sécurité.

L'Union européenne y aura le moment venu toute sa part, je le répète, mais la France n'acceptera aucun engagement qui aurait pour conséquence simplement de sauver le régime. Nous voulons reconstruire la Syrie pour permettre à tous ceux qui l'ont quittée à cause de la guerre de pouvoir y revenir et y vivre en paix et en liberté et en sécurité.

Je vous remercie.

Q - Monsieur Ayrault, une dernière question. Vous avez parlé à juste titre de disparitions, de civils interpellés, arrêtés par le régime syrien, voire d'exécutions, on a maintenant des

témoignages qui arrivent toutes les heures. Comment peser - et cette question peut aussi s'adresser à M. Kerry, à M. Steinmeier -, comment peser concrètement sur le régime syrien dès maintenant pour que ce phénomène stoppe ?

R - John Kerry vient d'évoquer les discussions qui se tenaient en ce moment à Genève autour des garanties pour la population civile qui veut partir. Quelles garanties absolues donne-t-on aux civils afin qu'ils ne soient pas massacrés en sortant, exécutés ou ne subissent pas des règlements de comptes ? Et quant aux combattants qui veulent partir, c'est la même chose. Donc c'est maintenant que les choses se jouent mais moi, je vais vous dire franchement que le régime, grâce à ses soutiens, l'Iran et la Russie ainsi que les différentes milices qui les accompagnent, est effectivement en position de force à Alep. C'est le constat que nous pouvons faire. Tout le monde le fait mais en quoi la reprise d'Alep, avec en plus son cortège de victimes et de massacres, va résoudre la crise syrienne ? Certains pensent que c'est la fin de la guerre mais cela n'est pas la fin de la guerre ! La guerre va continuer, le terrorisme est encore plus encouragé. Les groupes les plus radicaux se sentent plus forts et quel est l'intérêt ?

Donc la question que nous avons posée et nous partageons la réponse, c'est la nécessité de sortir du piège dans lequel se trouve la Syrie aujourd'hui avec ses soutiens et de reprendre le plus vite possible les négociations. À ce titre, j'insiste sur le fait que l'opposition de M. Riyad Hijab représentée aujourd'hui est prête à reprendre la négociation sans pré-conditions. C'est cela notre priorité. Alep, les civils, la population, l'aide humanitaire, sauver la population mais c'est aussi reprendre le processus politique parce que la Russie, qui joue un rôle déterminant dans cette situation, si la Syrie n'avait pas ce soutien militaire, il y a longtemps que l'armée syrienne serait tombée, aurait échoué mais que veut faire la Russie ? Veut-elle assurer toute seule la sécurité dans cette région, la sécurité en Syrie ? C'est une responsabilité énorme et si elle prend cette responsabilité, alors, elle sera seule, elle devra en assumer toutes les conséquences, elle ne pourra pas compter sur nous sur quelque reconstruction que ce soit.

En tout cas, il y a une réponse qui n'est pas la nôtre : c'est la réponse des Syriens déplacés, ils sont 10 millions de réfugiés. Ils ne pourront pas revenir en Syrie parce que les conditions ne sont absolument pas réunies pour assurer leur sécurité et leur liberté. On revient donc toujours à la même question : la stratégie de la guerre totale n'a pas d'issue. C'est vrai que nous discutons, que nous pouvons avoir des points de désaccord sur tel ou tel aspect mais sur ces points essentiels, c'est-à-dire tout faire pour récréer les conditions de la négociation à Genève, c'est notre priorité. Il n'y a pas d'autre voie que celle de la position politique et donc de s'inscrire dans le cadre de ce que la communauté internationale a déjà décidé, la déclaration de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité. Il n'y a pas d'autre issue possible.

Voilà. Merci Mesdames, Messieurs.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 13 décembre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/201481-conference-de-presse-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etra